

Charles Michel : "Nous avons pris nos responsabilités"

Le Premier ministre MR s'est exprimé sur la crise des réfugiés que connaît l'Europe. Il annonce : *"Ce sera encore plus difficile"*

"Agiter le poison du racisme ou de la xénophobie ne sera jamais notre choix", a affirmé hier le Premier ministre Charles Michel, à l'occasion des estivales du Mouvement réformateur qui a attiré des milliers de membres à Pairi Daiza.

Assumant ostensiblement la décision, prise par le gouvernement, d'accueillir *"ceux qui fuient la mort et l'enfer"*, M. Michel n'a pas caché que l'avenir ne se présentait pas pour autant sous le signe de la simplicité dans ce dossier.

"Nous avons pris nos responsabilités, mobilisé des milliers de places d'accueil supplémentaires, renforcé les moyens des services administratifs, dans une solidarité maximale avec les communes, les associations, la Croix-Rouge. Mais je veux dire la vérité", a ajouté le Premier ministre, "ce sera difficile et encore plus difficile dans les prochains mois."

Le chef du gouvernement a répété que ceux qui sont dans les conditions du droit d'asile devaient être accueillis *"convenablement, partager nos valeurs de liberté et de démocratie, être encouragés à travailler, et apprendre une des langues nationales"*.

Comme le président du MR, Olivier Chastel, qui avait pris la parole avant lui (lire ci-dessous), Charles Michel a rappelé l'attachement des libéraux au caractère obligatoire du parcours d'intégration jusqu'ici seulement appliqué en Flandre. À ses yeux, ceux qui ne sont pas dans les conditions du droit d'asile ou qui ne respectent pas les valeurs de liberté doivent quant à eux quitter le territoire.

Le Premier ministre a par

ailleurs lancé un appel à plus de solidarité au niveau européen et invité *"certains gouvernements qui refusent de fournir leur part d'efforts nécessaires à s'unir avec les pays membres qui sont plus actifs. Les efforts politiques, diplomatiques et humanitaires seront poursuivis sur le plan international aussi pour réussir la paix, la sécurité et le développement des pays d'origine, mais nous savons aussi que des efforts militaires dans le cadre des Nations unies seront nécessaires"*, a-t-il ajouté.

Le Premier ministre est par ailleurs revenu sur le grand nombre de décisions prises en moins d'un an par son gouvernement *"pour mettre notre pays en ordre"*, pour décider le tax shift en prévoyant d'injecter *"7 milliards d'euros de carburant dans le moteur économique et social du pays"*, ou encore augmenter le *"pouvoir d'achat"*, spécialement des bas et moyens revenus et lancer une réforme des pensions.

En présence d'une délégation d'agriculteurs venus manifester pacifiquement à Pairi Daiza, il a souligné son intention de poursuivre le travail entamé pour les PME, les indépendants et *"les agriculteurs confrontés aujourd'hui à un défi difficile"*.

M. Michel a enfin confirmé que les mesures de lutte contre le terrorisme en janvier dernier seront toutes exécutées. Pour lui, la liberté de circuler doit être garantie sans réserve ni hésitation, *"mais pas pour les terroristes. Il ne sera jamais question pour nous de choisir entre la liberté et la sécurité. Plus que tout, nous aimons la liberté. Et c'est pour cela que nous voulons la sécurité"*.